



Urgence sida en Afrique de l'Ouest et du Centre : Que fait Emmanuel Macron ?

Alors que s'ouvre aujourd'hui la 19^e conférence sur le sida et les IST en Afrique (ICASA) à Abidjan (Côte d'Ivoire), les associations tirent la sonnette d'alarme sur l'urgence en Afrique de l'Ouest et du Centre et s'inquiètent du désengagement de la France contre le sida dans la région.

Le 9 décembre 1997 à Abidjan, le Président français Jacques Chirac ouvrait la 10^e conférence ICASA en dénonçant « l'instauration d'une épidémie à deux vitesses ». Il ajoutait : « Comment pourrions-nous continuer à invoquer les droits de l'homme et la dignité humaine dans les enceintes internationales si, dans le même temps, à l'abri des meilleures raisons, nous acceptons que des millions de malades restent privés pour toujours des thérapies les plus efficaces ? »¹.

De cette forte volonté politique naissait le Fonds de solidarité thérapeutique international (FSTI), ancêtre du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, qui finance la moitié des traitements antirétroviraux disponibles dans les pays pauvres et a sauvé 22 millions de vies depuis sa création

20 ans après, alors que la conférence ICASA revient à Abidjan, le Président Emmanuel Macron sera absent, comme à l'IAS de Paris en juillet. Aucun-e ministre ne fera même le déplacement pour représenter la France aux côtés des Présidents ivoirien Alassane Ouattara et sénégalais Macky Sall. Une déception d'autant plus forte que le discours prononcé par le Président Macron à Ouagadougou la semaine de la journée mondiale contre le sida avait laissé les associations et les malades sur leur faim.

« Le dialogue entamé entre le Président et les associations en juillet en marge de la conférence de l'IAS à Paris avait pourtant été encourageant, y compris sur les questions internationales et les financements du Fonds Mondial » explique Aurélien Beaucamp, Président de AIDES et administrateur de Coalition PLUS. « Six mois après, force est de constater que le compte n'y est pas : l'aide publique au développement stagne, et Monsieur Macron ne semble pas s'intéresser à la lutte contre le sida en Afrique de l'Ouest et du Centre. Plus que des paroles, nous attendons maintenant des actes. »

L'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) continue de payer un lourd tribut contre le sida. Selon un rapport de MSF publié en 2016, 3 adultes sur 4 et 9 enfants sur 10 n'y ont pas accès à un

¹ Discours d'Abidjan 1997 : <http://discours.vie-publique.fr/notices/977016783.html>

traitement². En cause le manque d'argent, mais aussi l'absence de mise en œuvre des recommandations de l'OMS³ : sur 25 pays, seuls douze ont adopté la stratégie de mise sous traitement rapide des personnes dépistées positives et treize autorisent les médecins à déléguer certaines tâches comme le dépistage ou le renouvellement des ordonnances aux infirmiers et infirmières et/ou à des personnels de santé formés à cet effet⁴.

« A cause du manque de volonté politique, la mortalité liée au sida est deux fois plus importante en AOC que dans le reste de l'Afrique⁵ » poursuit Aurélien Beaucamp. « Barack Obama et même George Bush se sont personnellement impliqués auprès de leurs homologues contre le sida en Afrique : pourquoi le Président Macron n'en fait-il pas autant ? ».

Pour toute information complémentaire ou pour organiser une interview :

Emmanuelle Hau – Coalition PLUS
01 77 93 97 27 – 07 81 73 34 77
ehau@coalitionplus.org

Antoine Henry – AIDES
06 10 41 23 86
ahenry@aides.org

A propos de Coalition PLUS

Union internationale d'ONG communautaires de lutte contre le sida et les hépatites virales fondée en 2008, Coalition PLUS intervient dans près de 40 pays et auprès d'une centaine d'organisations de la société civile. A travers le principe de gouvernance partagée qui la régit, notre union implique 15 organisations adhérentes, du Nord et du Sud, dans la prise de décision stratégique. S'inscrivant dans la démarche communautaire, Coalition PLUS milite pour que les personnes infectées, affectées ou particulièrement vulnérables au VIH et au VHC soient systématiquement associées aux processus décisionnels, de réalisation et d'évaluation des programmes de santé qui les concernent. A travers les différents programmes de son Secrétariat et ses 6 plateformes sous-régionales d'interventions, elle a pour objectif de renforcer les capacités des associations communautaires, tout en organisant des espaces privilégiés de partage de connaissances et d'expertise. Attachée à l'excellence en gestion et au principe essentiel de gouvernance démocratique, Coalition PLUS est labellisée « Don en confiance » par le Comité de la Charte.

² Rapport MSF 2016 « le prix de l'oubli » :

https://www.msf.fr/sites/www.msf.fr/files/2016_04_hiv_full_report_fr_link_low.pdf

³ <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2015/hiv-treat-all-recommendation/fr/>

⁴ Plan de rattrapage de l'Afrique de l'Ouest et du Centre - Accélérer le traitement du VIH d'ici à 2018, ONUSIDA 2017, p.14

⁵ 5,16% de mortalité VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre (310,000 morts pour 6,1 million de personnes vivant avec le VIH), contre 2,16% de mortalité VIH en Afrique de l'Est et du Sud (420,000 morts pour 19,4 millions de personnes vivant avec le VIH). Voir les chiffres détaillés dans la note épidémiologique d'ONUSIDA : http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/UNAIDS_FactSheet_fr.pdf